

DIMENSION POLITIQUE DE LA COOPERATION DE DEMAIN

*Professeur Dusan Sidjanski
Genève*

La dimension politique est présente dans le domaine des relations internationales, comme dans les affaires intérieures, soit sous la forme d'une lutte pour le pouvoir soit en tant que conception ou ligne de conduite.

I. Dimensions politiques des problèmes actuels

1. Exemple de problèmes

a) la course aux armements qui restreint les ressources d'aide fournies par les pays industriels et handicape la capacité de développement des pays du Tiers Monde;

b) la crise économique (inflation, chômage, dette) provoque une destabilisation des sociétés et partant des régimes politiques;

c) le protectionnisme fait obstacle aux échanges, diminue la capacité de remboursement de la dette extérieure des Pays en développement, accentue les crises économiques des pays développés et en développement et, en dernière analyse, accroît la tension internationale et le potentiel de conflits;

d) le respect des droits de l'homme intervient, plus ou moins directement, en tant que critère dans la répartition de l'aide (exemple: administration Carter);

e) la croissance démographique contribue à modifier les rapports de force dans le monde, bien que le facteur démographique soit pour l'heure contrebalancé par la concentration du pouvoir économique et militaire dans une minorité développée.

2. Conception du développement

L'approche du développement a beaucoup évolué depuis l'idée du "décollage" ou du "démarrage" économique. Désormais la conception du développement inclut la dimension politique, culturelle et sociale, ainsi que l'ensemble des ressources humaines et naturelles. Si le développement industriel est un élément de cette stratégie, il est loin d'être le seul. Les services et l'agriculture en font aussi partie.

De plus, au lieu d'un modèle unique, il est admis que la conception du développement est intimement liée à la forme et à la structure politico-économique d'une société. Dès lors apparaît la diversité des approches ainsi que la nécessité de l'"écoute". Autre exemple de l'évolution: l'accent est mis sur la culture vivrière que l'on cherche à maintenir et à promouvoir aux côtés de l'agriculture industrielle et d'exportation. L'application de divers modèles est largement tributaire du système politique et des objectifs que celui-ci poursuit.

Par surcroît, le développement implique aujourd'hui un support administratif et gestionnaire longtemps négligé.

3. Dimension politique des disparités du Tiers Monde

Déchiré par le clivage Est-Ouest, le Tiers Monde est aussi divisé par la répartition inégale des richesses parmi ses membres: 34 pays en voie de développement avec une population de 2,9 milliards, ont une moyenne de 280 dollars par habitant (1982) par contraste avec 5 pays qui comptent 17 millions d'habitants et 14.820 dollars par habitant en 1982. Entre ces deux groupes extrêmes se situent une soixante de pays avec une moyenne de 1.520 dollars par habitant pour une population de 1,16 milliard de personnes. Ces disparités socio-économiques sont à l'origine de conflits et de difficultés politiques entre pays en voie de développement. A l'intérieur comme à l'extérieur, les tensions politiques mettent en question la cohésion du Tiers Monde.

Les initiatives de coopération Sud-Sud ainsi que les efforts d'intégration économique (Groupe Andin, UDEAC, CEAQ, etc.) font ressortir l'importance de la variable politique. Ex.: éclatement de la Communauté de l'Afrique de l'Est en 1978 (voir notre article dans la "*Revue du Club International de Coopération-Genève*", numéro spécial, mai-octobre 1985, volume I, nos 4-5-6). Quant aux relations de coopération bilatérales, elles sont directement déterminées par les politiques des États. Enfin, le réseau dense de coopération et d'activités non gouvernementales (organismes d'aide, multinationales, groupes d'intérêt et internationales partisans) porte, à des degrés divers, le sceau du politique ou implique, de manière plus discrète, une influence de portée politique.

II. Dimension politique de la coopération de demain

1. Où en est le Nouvel Ordre Economique International (NOEI)?

Ce projet né au début des années 70 semble avoir perdu de son actualité face aux mesures d'urgence et de sauvegarde qu'exige la crise économique mondiale. L'inflation et le chômage qui affectent le monde développé et se répercutent encore plus profondément dans le Tiers Monde, constituent un obstacle au développement, et partant à la mise en place du NOEI. Le désordre financier et économique que provoque la crise tend à destabiliser les systèmes socio-politiques des États du Tiers Monde et, dans une certaine mesure, ceux de la sphère développée. Deux menaces supplémentaires pèsent sur les relations Nord-Sud et, plus généralement, sur l'ordre économique existant: le protectionisme et la dette extérieure.

2. La menace protectionniste

Les mesures protectionnistes qui sont prises ouvertement ou appliquées de manière clandestine, sont aussi bien le fait des États-Unis que des pays européens, du Japon et des pays en développement. Justifiées ou pas, elles risquent de réduire les échanges internationaux au moment précis où ceux-ci devraient contribuer à la relance des économies au Nord comme au Sud. Un accord est intervenu au GATT pour entamer les nouvelles négociations portant à la fois sur les obstacles tarifaires et non tarifaires aux échanges et sur le rôle des services dans l'économie mondiale et dans la coopération Nord-Sud. Cette nouvelle négociation annonce une nouvelle approche du problème des échanges et de la coopération.

3. La dette extérieure

Le recyclage des excédants monétaires a provoqué une "course aux placements" notamment dans les pays en voie de développement. La dette extérieure de ces pays a crevé le plafond de 1000 milliards de dollars. L'Amérique Latine a la vedette: Brésil 104 milliards, Mexique 98, Argentine 48, Venezuela 37 etc. Le service de cette dette pèse dangereusement sur les recettes de ces pays en menaçant d'étranglement leurs économies. Simultanément, la perte de confiance provoque une intense hémorragie des capitaux de ces pays estimée par la CEPAL (Commission économique pour l'Amérique latine) à plus de 100 milliards au cours des quatre dernières années.

La solution de ce problème impose un profond changement de la philosophie Nord-Sud, à savoir une approche graduée tenant compte des différences marquées entre pays en voie de développement, une optique de la dette de développement et surtout la conscience de l'interdépendance. En effet, l'épée de Damoclès est suspendue au-dessus de l'ordre monétaire international. D'où la nécessité d'éponger certaines dettes des pays les plus démunis et de rechercher une solution négociée avec la participation active des gouvernements des pays créditeurs et des banques.

Certes, la dette des pays en voie de développement est une menace pour de nombreuses banques commerciales. Mais elle est bien modeste par rapport à la dette extérieure et intérieure des États-Unis, pays le plus endetté du monde. Elle est même négligeable par rapport aux sommes formidables englouties par l'armement.

Une vision politique, c'est-à-dire plus globale, situerait ce problème dans une perspective plus conforme à la réalité et moins alarmante.

Le plan Baker constitue un pas modeste mais positif (47 milliards seront accordés sur 3 ans aux 15 pays les plus endettés). Selon le groupe de Cartagène (composé de principaux pays débiteurs latino-américains), ce plan reconnaît le principe de co-responsabilité entre pays débiteurs et créditeurs et les banques. Le Plan Baker est jugé positif mais insuffisant et les pays du groupe de Cartagène demandent la réduction des taux d'intérêts au "niveau historique".

4. L'aide publique

La notion d'interdépendance qui se dégage de la crise actuelle incite à rela-

tiviser l'effort d'aide publique en l'insérant dans une vision plus globale (comparaison avec les dépenses d'armement et les montants des dettes extérieures).

Les pays du Comité d'Aide au Développement (C.A.D.) de l'OCDE assurent 75% de l'aide publique avec une contribution de quasi 29 milliards de dollars en 1984. Un apport modeste et souvent affaibli par l'incoordination voire la rivalité entre donateurs. Dès lors apparaît une première condition à savoir une meilleure entente entre les fournisseurs de l'aide, condition suivie par plusieurs autres: meilleure adéquation de l'aide aux besoins des pays en voie de développement; véritable coopération fondée sur l'autonomie des acteurs, pays en voie de développement en particulier et leur plus grande responsabilité; objectif de développement équilibré prenant en compte les fondements socio-culturels et les potentialités propres de divers pays en voie de développement (pas de modèle universel préconçu et uniformément appliqué).

Le renforcement de l'idée d'une aide graduée prenant en considération des niveaux inégaux de développement entre pays en voie de développement: la notion des pays moins avancés (PMA) s'est imposée depuis quelques années (Conférence de Paris). Ce même critère a conduit la Suède à supprimer ses créances à l'égard des débiteurs les plus démunis.

4. Quelques principes directeurs de la coopération de demain

Outre l'interdépendance, l'approche graduelle et la collaboration plus étroite entre organismes gouvernementaux et non-gouvernementaux, d'autres principes se dessinent:

Exemples:

- 1) Recours à la méthode fédéraliste (Denis de Rougemont) qui consiste à exercer les activités au niveau le plus proche des intéressés (niveaux local, régional) et à ne pas les centraliser si ce n'est lorsque c'est la seule manière de les faire fonctionner efficacement. D'où l'exigence du renforcement des niveaux de coopération régionale.
- 2) Regroupement régionaux compte tenu de l'homogénéité des systèmes politico-économiques, des convergences et des objectifs communs.
- 3) Généralisation des modèles de coopération qui, à l'expérience, ont donné des résultats positifs bien que limités. Ex. le système de Stabex dans le cadre de la Convention de Lomé.
- 4) Effort de valorisation du potentiel culturel et des ressources humaines de divers pays en voie de développement. Formation des cadres supérieurs et moyens, amélioration de la gestion des ressources et des programmes. Revalorisation du rôle central des femmes dans le développement.
- 5) Décentralisation de l'aide tant au plan géographique que sous l'angle de la dimension et du gigantisme des projets ainsi que de leur niveau technologique. A

titre d'exemple l'accent est mis de manière plus résolue sur le développement de l'agriculture vivrière en parallèle à celle orientée vers l'exportation. Biens que moins "visible", cette aide semble donner de bons résultats dans la lutte contre la faim et contre l'exode rural.

6) Conception de programmes généraux dans lesquels viennent s'insérer les projets et aides ponctuelles et qui assurent le fonctionnement harmonieux des actions décentralisées. Cette tendance à la déconcentration de l'aide (favorisant centres urbains et élites) et à la décentralisation des activités du développement vise entre autres à associer davantage les agents producteurs, fournisseurs et distributeurs à l'oeuvre de développement. Principe et objectif de la méthode fédéraliste: participation des citoyens, proximité des centres de décision et d'action.

7) Rééquilibrage des relations Nord-Sud ainsi que Sud-Sud par une meilleure adéquation entre l'apport extérieur et la capacité du pays ou de la région d'accueil. Evolution de la notion de dépendance vers le concept d'interdépendance asymétrique.

8) Principe de reconnaissance de l'autonomie de chacun des pays, de sa liberté et, partant, de sa responsabilité. D'où la nécessité de généraliser l'application du principe de co-responsabilité comme fondement de la coopération Nord-Sud.

Ces quelques exemples de principes directeurs qui semblent se dégager en vue de la coopération de demain se heurtent, dans leur mise en oeuvre, à de multiples obstacles qui résultent soit des réalités actuelles dont la crise économique, soit des mentalités et des attitudes des responsables publics et privés ainsi que des habitudes de pensée et de comportement.

L'ordre économique international d'après-guerre est en voie de destabilisation sans qu'il ait pu être remplacé par le NOEI. L'émergence de celui-ci n'a jamais paru aussi lointaine. Et pourtant, des signes multiples annoncent à la fois sa nécessité urgente et l'apparition de convergences d'idées et de comportements à la lumière de l'interdépendance générale. De même qu'apparaissent des liens réels entre divers secteurs souvent fragmentés: liens entre échanges, système monétaire, dette, investissements économiques et humains, mettant en relief l'interdépendance des secteurs d'activités, des pays et des organisations internationales et régionales. Bref, la crise fait surgir de manière dramatique la dimension politique des relations socio-économiques et de la coopération internationale.

Doctorat ès sciences politiques (Université de Lausanne) sur le Fédéralisme international. Professeur adjoint à l'Université du Venezuela (1950-1953). Chargé de recherches au Centre Européen de la Culture (1957-1960). Professeur extraordinaire puis ordinaire à l'Université de Genève (1965 puis 1968). Professeur invité: Buenos-Aires, Paris, Harvard, Michigan, Bruges, Nice. Participation à la création de l'INTAL, à son activité de formation des cadres supérieurs et de recherches: Divers rapports et un ouvrage sur la Dimension Institutionnelle de la Integricion latinoamericana, 1967/60 articles et 12 ouvrages dont Le rôle des institutions dans l'intégration régionale entre pays en voie de développement, Nations Unies, 1973. The Emerging of International Economic Order (1982).
